

Brésil : Marina Silva ne laisse aucun doute sur son projet (Pagina 12)

6 septembre 2014



Emir SADER

(Marina Silva est ex-membre du Parti des travailleurs (PT) et a été sénatrice avant de devenir ministre de l'Environnement du gouvernement Lula de 2003 à 2008. Candidate à l'élection présidentielle de 2010 pour le Parti vert du Brésil, elle arrive troisième avec près de 20% des voix. Après avoir échoué à créer son propre parti, elle rejoint en 2013 le Parti socialiste brésilien (PSB) et aurait occupé le poste de vice-présidente en cas de victoire du candidat Eduardo Campos pour l'élection présidentielle de 2014. Après la mort de ce dernier dans un accident d'avion le 13 août 2014, elle est désignée candidate du PSB.)

Il y a quelques semaines, Marina Silva a lancé sa candidature à la présidence du Brésil. Dans son programme, trois points se distinguent par leur importance : l'indépendance de la Banque centrale, une importance moindre donnée au Pré-sal et au Mercosur, ce dernier étant remplacé par des accords bilatéraux. Ces trois points ne sauraient être plus significatifs, car ils entrent directement en conflit avec les orientations des gouvernements de Lula et de Dilma. Les trois, ensemble, pointent sur un projet d'orientation nettement néolibérale.

L'autonomie de la Banque centrale est l'une des thèses les plus préconisées par les recettes néolibérales. Elle provoque l'affaiblissement de l'État et le renforcement du centralisme du marché, alors que cette indépendance de la politique monétaire est normalement l'oeuvre du gouvernement, qu'il applique à un modèle de développement économique inextricablement lié à la répartition du revenu. Retirer au gouvernement son contrôle de la politique monétaire et la laisser soumise à l'influence directe des acteurs du marché – en particulier du système bancaire privé – revient à déplacer la capacité de ce modèle à soumettre l'équilibre budgétaire à des politiques distributives, en se soumettant, au contraire, à la centralité de l'ajustement fiscal, recherché par le néolibéralisme.

Diminuer l'exploration du Pré-sal revient à jeter par-dessus bord la capacité du Brésil à s'affranchir en termes de politique énergétique, de disposer d'une grande quantité de ressources provenant de l'exportation, ainsi que de consacrer 7,5 % de ces ressources à l'éducation et 2,5% à la santé, conformément à une décision déjà adoptée par le Congrès.

Ce serait aussi une politique suicidaire en termes de développement technologique du Brésil, et diminuerait l'impulsion économique obtenue par les immenses demandes exigées par l'exploration du Pré-sal.

Ces positions se complètent – et gagnent leur plein sens – lorsqu'on examine ce que peut vouloir dire diminuer l'importance du Mercosur et développer des accords bilatéraux. Le MERCOSUR a signifié jusqu'ici la politique de

priorité des accords régionaux face au Traité de libre-échange avec les États-Unis, prôché par le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso et bloqué par la victoire de Lula en 2002.

Minimiser l'importance du Mercosur, en réalité, signifierait nier l'importance de toute la gamme des instances d'intégration développées et créées ces dernières années : la Banque du Sud, le Conseil sud-américain de la défense, l'Unasur, la Celac, ainsi que les Brics et leurs accords nouvellement établis, qui comprennent la Banque de développement et le Fonds de réserves de soutien aux pays ayant des problèmes de devises.

Le programme ne dit pas clairement de quel type d'accord bilatéral il s'agit, mais il est à craindre que ce soit, surtout, des accords avec les États-Unis et les pays centraux du capitalisme. Il sera alors impossible au Brésil de continuer dans le Mercosur, et aboutira, peut-être, à une rupture totale du pays avec tous ces organismes et une réinsertion radicale et subordonnée à la sphère des États-Unis, avec toutes les conséquences régionales et mondiales que cela suppose.

Il ne fait aucun doute que la forme de l'affrontement électoral a changé, avec la polarisation autour de Marina Silva et de Dilma Rousseff, mais le contenu reste le même : continuité du gouvernement postnéolibéral du PT ou retour à un projet néolibéral, maintenant déguisé de quelques – assez peu – oripeaux et déclarations écolos (Marina a déjà déclaré qu'elle n'a jamais été contre les cultures transgéniques) ou un prétendu renouvellement de la politique, au-dessus des partis et de la polarisation gauche-droite, tout en regroupant à droite toute derrière elle.

C'est un vrai cadeau pour la droite brésilienne et pour les États-Unis, qui étaient près de voir leurs candidats et ses thèses éliminées une fois de plus. Le monopole privé des moyens de communication – le véritable parti de la droite – sans doute obtiendrait une grande victoire, dans le cas où sa nouvelle candidate parviendrait à vaincre le gouvernement du PT – objectif unique, par n'importe quel moyen, de la droite brésilienne et de Washington. C'est ce qui est en jeu maintenant au Brésil.

Marine indique clairement la nature de son projet par ses positions, mais également en regroupant dans la coordination de sa campagne électorale des noms connus du néolibéralisme : Andre Lara Resenda, ancien ministre des gouvernements Collor de Melo et Cardoso ; Giannetti da Fonseca, notoire idéologue néolibéral, et Neca Setubal, héritière de la Banque Itaú, l'une des plus grandes banques privées brésiliennes. Avec ces positions et cette équipe, l'ex-leader écologiste Marina Silva se convertit pleinement au néolibéralisme.

Emir Sader

Traduit par Lulu de la Lune, qui est resté sérieux pour l'occasion <http://souslescratereslaplage.overblog.com>

»» <http://www.pagina12.com.ar/diario/elmundo/4-254486-2014-09-04.html>